

## "La droite ne doit pas s'opposer à tout" Le Parisien-Aujourd'hui, 15 juillet 2012

*(Propos recueillis par Olivier Beaumont et Martine Chevalet)*

**Pour Patrick Devedjian, l'élection du président de l'UMP à l'automne ne doit pas préfigurer la candidature à la présidentielle en 2017.**

*Ancien patron de l'UMP, ancien ministre, Patrick Devedjian préside le conseil général des Hauts-de-Seine, dont il est aussi député.*

***Vous avez été ministre de la Relance. Y a-t-il eu erreur de l'ancien gouvernement dans le dossier PSA ?***

**Patrick Devedjian.** Bien au contraire : la relance a été efficace puisque en 2009 la France a limité sa récession à 2,5%, alors que l'Allemagne a atteint 4,9%. Si l'Etat veut aujourd'hui aider PSA, il faut une stratégie industrielle qui peut commencer par le développement d'une filière innovante comme le véhicule électrique, mais dans ce cas-là il faut soutenir avec de la commande publique, comme l'a d'ailleurs fait le conseil général des Hauts-de-Seine en achetant 350 véhicules électriques à PSA. Il faut également faire évoluer la législation des sociétés en commandite qui permet de faire du capitalisme familial sans capitaux. J'ajouterai qu'avoir si longtemps pénalisé les véhicules haut de gamme a conféré un avantage concurrentiel à l'Allemagne. {comments on}

***Fallait-il donner 4 Mds€ d'aide publique à Peugeot ?*** On n'a pas donné, on a prêté et PSA a remboursé. Au plus fort de la crise financière, les constructeurs automobiles ne pouvaient plus vendre car les banques leur refusaient les crédits. L'Etat a permis de poursuivre l'activité.

***Pour quel résultat ?*** Sans cette politique, les dégâts industriels auraient été considérables.

***Le gouvernement Fillon a-t-il tu les intentions de PSA ?*** Quand une entreprise licencie, c'est que sa situation l'y conduit pour des raisons économiques, pas politiques. Aucun gouvernement ne peut cacher un plan social. S'il y a aujourd'hui tant de plans, c'est que les acteurs économiques ne voient pas arriver des mesures de soutien de nature à susciter leur optimisme. Au contraire, ils voient les charges s'alourdir. Pour rendre l'économie plus compétitive, il faut réduire la dépense publique. Or la devise du gouvernement Ayrault, c'est de taxer plus pour dépenser plus. Il n'y a aucun complot de la droite et des patrons pour déstabiliser le gouvernement de gauche. C'est absurde.

***Si Nicolas Sarkozy avait été réélu aurait-on sauvé Aulnay ?*** La fermeture était inévitable, le site avait un problème de compétitivité. Aulnay, c'est le nouveau « Vilvoorde » des socialistes.

**Qu'avez-vous pensé de la conférence sociale ?** Quand il y a un incendie, ce n'est pas le moment pour les pompiers de donner des conférences! La crise est grave. Nous sommes dans une situation d'urgence. A l'inverse du gouvernement précédent, les décisions sont lentes, et celles qui sont prises peu propices.

**Le chahut des députés UMP pendant le discours de politique générale de Jean-Marc Ayrault vous a-t-il choqué ?** Les socialistes ont eux-mêmes souvent chahuté la droite. Le sujet n'est pas là. La droite ne doit pas arroser tous azimuts, s'opposer à tout et à n'importe quoi au risque d'être parfois à côté de la plaque. L'opposition doit être ciblée, réfléchie, stratégique et non pas intempestive ou agitée.

**La guerre de succession à la tête de l'UMP ne favorise-t-elle pas ces surenchères ?** Il est normal qu'il y ait compétition. Mais ce n'est pas la guerre. J'attends les propositions. L'erreur serait d'imaginer que l'élection du président de l'UMP aujourd'hui préfigure la candidature en 2017. Pour cela il faudra des primaires « ouvertes » et garanties d'ores et déjà. En attendant, la droite a besoin de faire l'inventaire, contrairement à ce que disent certains. On ne progresse qu'en comprenant ses erreurs.

**Vous êtes donc pour le droit d'inventaire ?** Oui, car si l'extrême droite a prospéré et si la gauche a gagné, c'est parce que la droite ne sait plus ce qu'est son identité, elle ne sait plus ce qu'elle défend ni quel projet de société elle veut. Sans introspection, qui passe par un devoir d'inventaire, elle n'intéressera pas les Français. Si elle se contente de dire qu'elle est contre tout ce que dit et fait la gauche, elle n'ira pas très loin.

**La droite traverse-t-elle une crise d'identité ?** On a commencé en 2007 avec l'ouverture à gauche et fini en 2012 par débattre sur les thèmes du FN. Où veut-on aller, vers quelle société? Sénèque disait : « Il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne connaît le port. »

**Que pensez-vous des attaques actuelles entre Copé et Fillon ?** Cela fait partie du jeu. Quand il n'y a pas de sel sur les aliments? la cuisine est fade. Mais je demande qu'il y ait au moins un cheminement intellectuel entre deux petites phrases?

**Vous n'avez pas encore fait votre choix ?** J'attends de voir les projets.

**La création de l'association des amis de Nicolas Sarkozy est-elle une bonne chose ?** Quel est le but? Soit cette association est commémorative, comme annoncée par ses dirigeants, et je n'en vois pas l'intérêt. Soit il y a un projet politique derrière et dans ce cas-là il faut dire franchement les choses.

**Pensez-vous que Sarkozy peut revenir ?** Il est encore jeune, il en a sans doute envie et il en a les capacités. Reste à savoir s'il en aura l'opportunité.

**Où en est votre majorité dans les Hauts-de-Seine après les remous provoqués par le livre de votre directrice de cabinet Le Monarque, son fils, son fief ?** Ces remous ont fait pschitt. Depuis cette agitation, il y a eu une séance au conseil général, puis une commission permanente : toutes les délibérations ont été votées à l'unanimité par la majorité départementale. Il y aura l'élection d'un nouveau président du groupe de la majorité à la rentrée. Alain-Bernard Boulanger (NDLR : maire de Villeneuve-la-Garenne), que je soutiens, sera, je pense, élu.

**La gestion dispendieuse de l'Epad et le coût de certains de vos voyages en tant que président sont épinglés par la Cour des comptes?**

Celui qui signe les dépenses de l'Épad, l'ordonnateur, c'est le directeur général (NDLR : *Philippe Chaix*), et non pas moi. Quant aux voyages, c'est une misérable querelle : au regard des enjeux économiques que représentent les investissements des émirats pétroliers, le coût du voyage est une anecdote.

**Où en sont vos relations avec Jean Sarkozy ?** Elles sont normales. Je rappelle que toutes les décisions sont prises à l'unanimité au conseil général des Hauts-de-Seine. On a peut-être essayé de m'éjecter, mais ça n'a pas porté chance aux auteurs. La majorité départementale a besoin de travailler sérieusement pour être efficace. Nos électeurs en ont assez des querelles inutiles.

**Que pensez-vous de la loi mémorielle que François Hollande veut faire revenir devant l'Assemblée ?** Il a raison, il ne s'agit pas d'une loi mémorielle mais d'une loi de protection. La France ne peut pas accepter qu'un Etat étranger vienne faire une propagande négationniste sur son sol au détriment d'une partie de ses citoyens. C'est un problème d'égalité républicaine : les Français d'origine arménienne ne doivent pas continuer à être persécutés par la Turquie aujourd'hui.

**categories:**

[Dans la presse](#) <sup>[1]</sup>

[Tweet](#) <sup>[2]</sup>

Sunday, 15 July 2012

---

**Source URL (retrieved on 06/16/2019 - 14:53):** <http://patrickdevedjian.fr/la-droite-ne-doit-pas-sopposer-%C3%A0-tout-le-parisien-aujourd'hui-15-juillet-2012/280>

**Links:**

[1] <http://patrickdevedjian.fr/blog/dans-la-presse>

[2] <http://twitter.com/share>